

Emploi, rémunération et heures de travail, et postes vacants, novembre 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 26 janvier 2023

Le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux de leur employeur, appelés « employés salariés » dans le cadre de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, est resté pratiquement inchangé en novembre (+7 100).

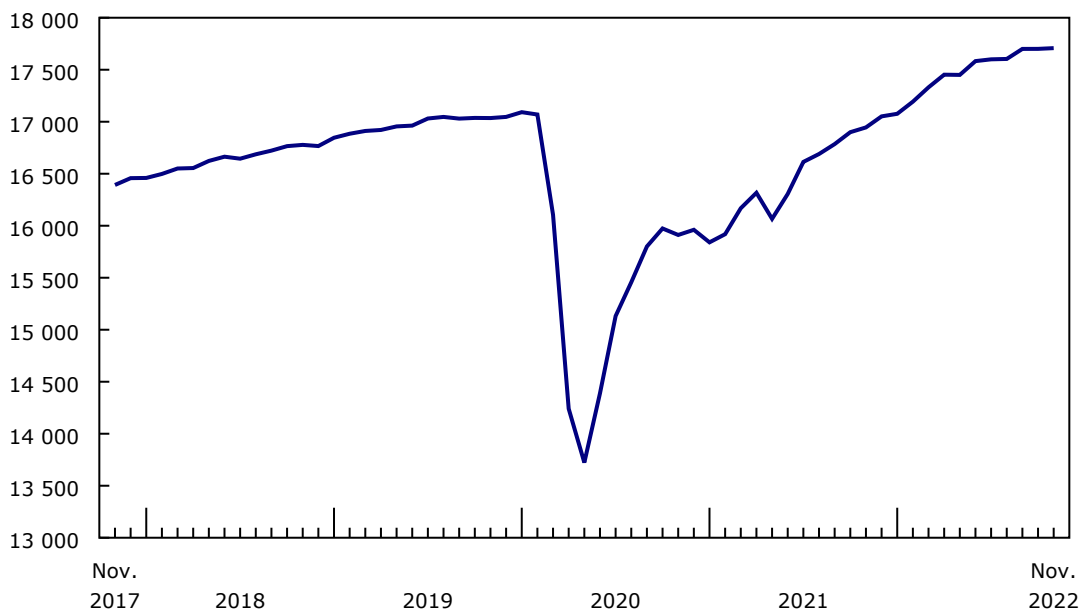
L'emploi salarié augmente dans le secteur des services

Le nombre d'emplois salariés dans le secteur des services a augmenté de 13 500 (+0,1 %) en novembre. Des hausses ont été enregistrées dans 10 des 15 secteurs, en particulier dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+5 600; +0,5 %), les administrations publiques (+4 800; +0,4 %) ainsi que la finance et les assurances (+4 700; +0,6 %). Le commerce de détail (-18 200; -0,9 %) a quant à lui enregistré une baisse.

Le nombre d'emplois salariés dans le secteur des biens a peu varié en novembre, et une hausse a été enregistrée dans la construction (+4 300; +0,4 %).

Graphique 1 L'emploi salarié varie peu en novembre

emploi salarié (milliers)



Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612), tableau 14-10-0220-01.

L'emploi salarié continue d'augmenter dans les services professionnels, scientifiques et techniques

L'emploi salarié dans les services professionnels, scientifiques et techniques a progressé de 5 600 (+0,5 %) en novembre, après avoir augmenté de 4 900 (+0,4 %) en octobre. En novembre, sept provinces ont enregistré des hausses de l'emploi salarié, en particulier l'Ontario (+2 300; +0,4 %) et la Colombie-Britannique (+1 800; +1,0 %).



À l'échelle nationale, sept des neuf industries du secteur ont enregistré des hausses de l'emploi salarié en novembre, en particulier la conception de systèmes informatiques et les services connexes (+1 800; +0,5 %) ainsi que l'architecture, le génie et les services connexes (+1 700; +0,8 %). Le nombre d'emplois salariés dans les services professionnels, scientifiques et techniques suit une tendance à la hausse depuis juin 2020, en grande partie en raison des augmentations mensuelles constantes enregistrées dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes. En date de novembre 2022, l'emploi salarié dans cette industrie était en hausse de 118 400 (+44,9 %) par rapport à juin 2020. Cette augmentation représente près de 42 % de la croissance globale observée dans les services professionnels, scientifiques et techniques au cours de la période.

L'emploi salarié augmente pour un troisième mois consécutif dans la construction

Le nombre d'emplois salariés dans la construction (+4 300; +0,4 %) a augmenté pour un troisième mois consécutif en novembre, ce qui a porté la hausse totale à 23 500 (+2,1 %) depuis septembre 2022. Le Québec (+2 400; +1,0 %) et l'Alberta (+1 500; +0,9 %) ont enregistré les plus fortes hausses de l'emploi salarié, tandis que de légères baisses sont survenues en Saskatchewan (-200; -0,6 %), au Nouveau-Brunswick (-100; -0,6 %) et en Nouvelle-Écosse (-100; -0,5 %).

À l'échelle nationale, la hausse de l'emploi salarié dans la construction a été principalement attribuable à la construction d'installations de services publics (+1 700; +2,3 %), aux autres entrepreneurs spécialisés (+1 100; +0,8 %) et à la construction résidentielle (+1 000; +0,6 %).

L'emploi salarié diminue dans le commerce de détail en novembre

L'emploi salarié dans le commerce de détail a reculé de 18 200 (-0,9 %) en novembre, après avoir diminué de 2 400 (-0,1 %) en octobre. En novembre, la majeure partie de la baisse observée dans le secteur s'est concentrée en Ontario (-10 300; -1,4 %), pendant que le Manitoba (+500; +0,8 %) était la seule province ayant enregistré une hausse.

À l'échelle nationale, 11 des 12 sous-secteurs du commerce de détail ont enregistré des baisses mensuelles de l'emploi salarié, en particulier les détaillants hors magasin (-2 500; -4,1 %), les magasins de marchandises diverses (-5 100; -1,9 %) et les magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires (-2 500; -1,3 %). Les reculs mensuels enregistrés dans ces sous-secteurs ont été principalement attribuables aux grands magasins (-4 200; -3,8 %), aux établissements de vente directe (-1 400; -6,1 %) et aux magasins de vêtements (-2 600; -1,6 %).

L'emploi salarié total dans le commerce de détail a diminué de 20 500 (-1,0 %) depuis avril 2022, après être revenu à son niveau pré-pandémie en mars. La baisse observée depuis avril s'est concentrée dans les magasins d'alimentation (-6 900; -1,3 %), les magasins de marchandises diverses (-6 400; -2,4 %), ainsi que les magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres (-4 400; -5,4 %).

La croissance sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne est plus marquée dans le secteur des biens en novembre

Par rapport à un an plus tôt, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 4,2 % pour atteindre 1 180 \$ en novembre. Des hausses ont été enregistrées dans toutes les provinces, et les plus fortes augmentations proportionnelles ont été observées à Terre-Neuve-et-Labrador (+6,5 % pour atteindre 1 178 \$) et au Nouveau-Brunswick (+6,2 % pour atteindre 1 077 \$). Les hausses globales de la rémunération hebdomadaire moyenne ont été légèrement atténuées par une croissance plus faible en Saskatchewan (+3,7 % pour atteindre 1 150 \$) et en Ontario (+3,7 % pour atteindre 1 204 \$). La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne peut s'expliquer par divers facteurs, y compris les variations des salaires et les changements dans la composition de l'emploi et le nombre d'heures travaillées.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des biens a augmenté de 5,3 % sur 12 mois en novembre. Les hausses observées dans la fabrication (+6,3 % pour atteindre 1 261 \$) et dans l'extraction minière, l'exploitation en carrière, et l'extraction de pétrole et de gaz (+5,7 % pour atteindre 2 362 \$) ont été atténuées par une croissance plus lente dans la construction (+3,6 % pour atteindre 1 468 \$).

Parallèlement, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des services a progressé de 3,6 % sur 12 mois en novembre, ce qui a atténué en partie la croissance générale. Les fortes hausses enregistrées dans les services immobiliers et les services de location et de location à bail (+9,1 % pour atteindre 1 300 \$) ainsi que dans le commerce de détail (+6,1 % pour atteindre 701 \$) ont été modérées par une croissance moins vigoureuse dans les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement (+0,7 % pour atteindre 967 \$), dans les arts, les spectacles et les loisirs (+0,9 % pour atteindre 714 \$) ainsi que dans les soins de santé et l'assistance sociale (+1,6 % pour atteindre 1 033 \$).

En novembre, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine diminue par rapport à un an plus tôt

Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a peu varié par rapport à octobre, mais il était en baisse de 0,3 % (pour s'établir à 33,3 heures) par rapport à novembre 2021. Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (-3,7 %) a enregistré la plus forte diminution sur 12 mois en novembre 2022.

Le nombre total de postes vacants continue de reculer en novembre

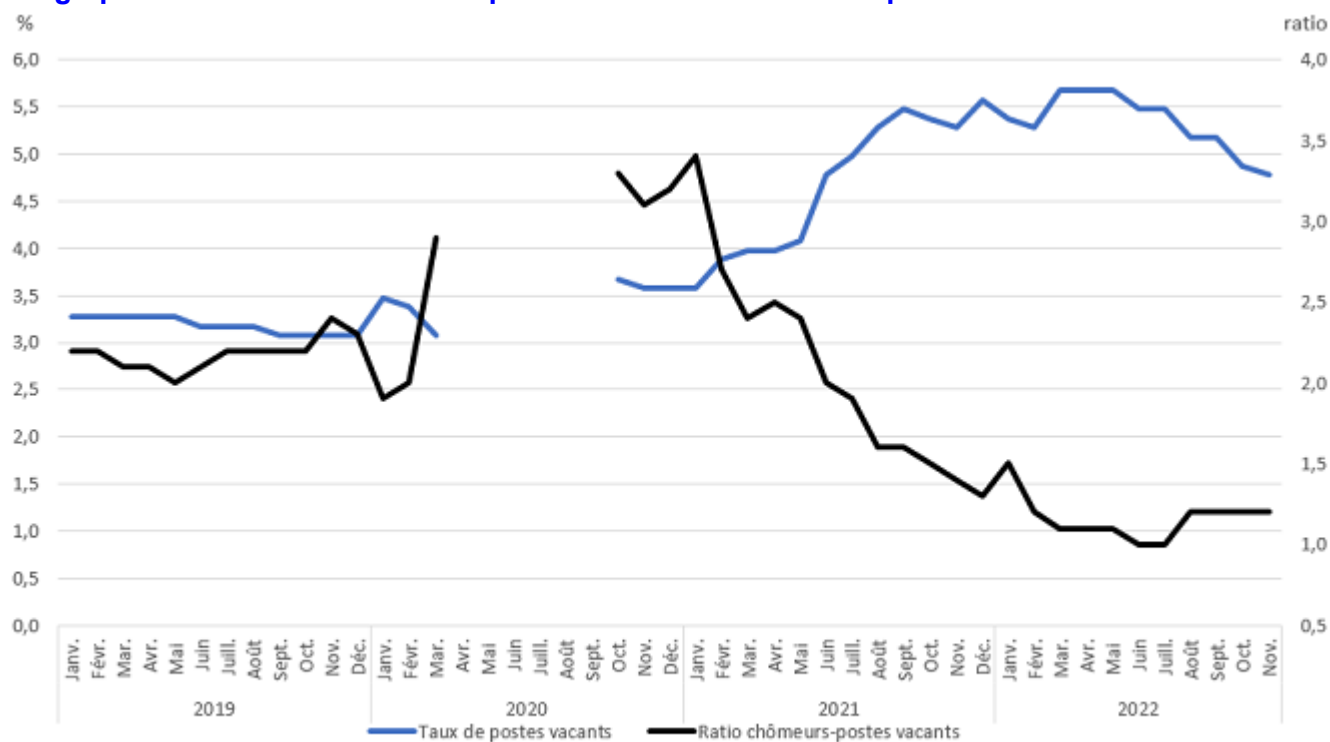
Le nombre de postes vacants a diminué dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (-11 500; -18,1 %) et dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale (-19 300; -12,8 %) en novembre, mais il a augmenté dans la construction (+11 200; +16,6 %). Parallèlement, le nombre de postes vacants a peu varié dans les services d'hébergement et de restauration, dans le commerce de détail et dans la fabrication. (À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées.)

Dans l'ensemble, le nombre de postes vacants dans l'ensemble des secteurs a diminué de 20 700 (-2,4 %) pour s'établir à 850 300 en novembre, en baisse par rapport au sommet atteint en mai 2022 (1 002 200); il s'agit du plus faible niveau observé depuis août 2021.

Le taux de postes vacants, qui correspond au nombre de postes vacants en proportion de la demande de main-d'œuvre totale (la somme des postes occupés et vacants), s'est établi à 4,8 % en novembre 2022. Il s'agit du niveau le plus bas depuis juin 2021.

On comptait 1,2 personne au chômage pour chaque poste vacant en novembre 2022, soit un ratio pratiquement inchangé depuis août, mais en légère hausse par rapport au creux de 1,0 enregistré en juin. Avant la pandémie de COVID-19, le ratio chômeurs-postes vacants a oscillé autour de 2,2 de janvier 2019 à février 2020.

Infographie 1 – Le ratio chômeurs-postes vacants est stable depuis août



Source(s) : Enquête sur les postes vacants et les salaires (5217), tableau 14-10-0406-01 et totalisation personnalisée.

Le nombre de postes vacants diminue dans les services professionnels, scientifiques et techniques

Le nombre de postes vacants dans les services professionnels, scientifiques et techniques s'est établi à 52 000 en novembre 2022, en baisse de 18,1 % (-11 500) par rapport à octobre et de 29,0 % par rapport au sommet de 73 200 atteint en avril 2022. Le taux de postes vacants a diminué de 0,9 point de pourcentage en novembre pour s'établir à 4,2 %, ce qui représente le taux le plus bas depuis février 2021 (4,6 %). Pendant que le nombre de postes vacants dans le secteur a diminué au cours des derniers mois, la tendance à la hausse de l'emploi salarié s'est poursuivie; des augmentations totalisant 239 200 (+25,0 %) ont été enregistrées depuis octobre 2020.

Le nombre de postes vacants recule dans les soins de santé et l'assistance sociale

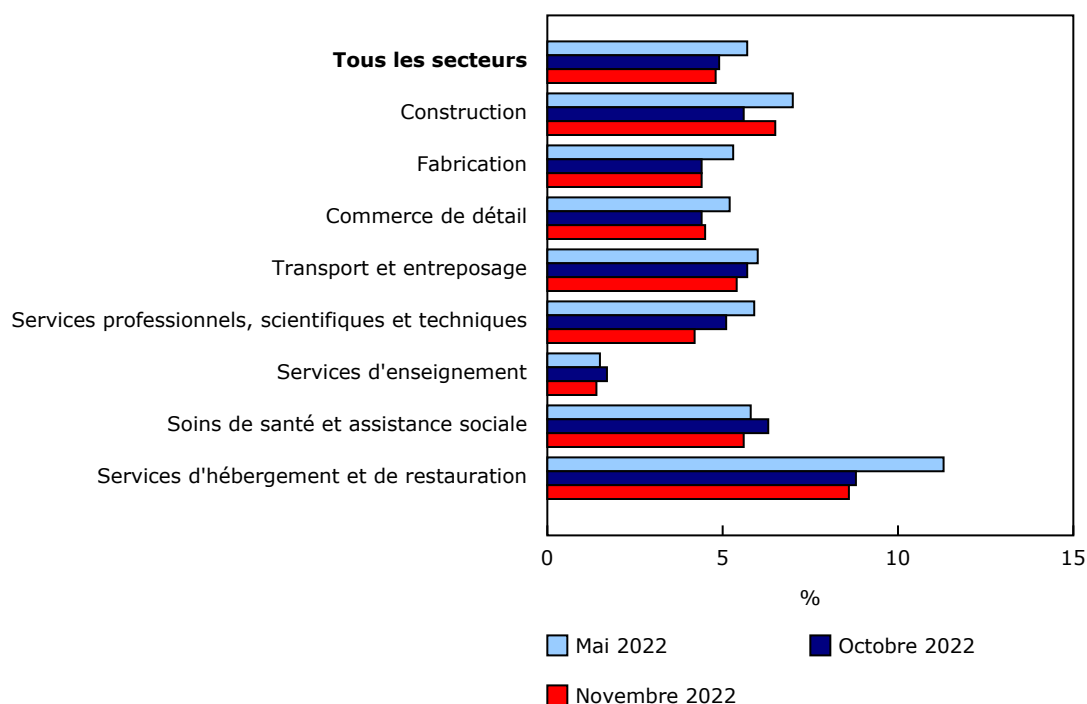
Dans les soins de santé et l'assistance sociale, le nombre de postes vacants a reculé de 12,8 % (-19 300) pour s'établir à 131 800 en novembre 2022, tandis que le nombre d'emplois salariés a peu varié. Par conséquent, le taux de postes vacants a diminué de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 5,6 % en novembre. Malgré la baisse observée au cours du mois, le nombre de postes vacants dans le secteur était en hausse de 44,8 % (+40 800) par rapport à janvier 2021 et de 82,5 % (+59 600) par rapport à mars 2020 (au début de la pandémie).

Le nombre de postes vacants augmente dans la construction

Le nombre de postes vacants dans la construction a progressé de 11 200 (+16,6 %) pour atteindre 79 000 en novembre 2022, ce qui a partiellement contrebalancé la baisse survenue en octobre (-15 700; -18,8 %). Par rapport à un an plus tôt, le nombre de postes vacants dans la construction a peu varié en novembre par rapport à novembre 2021 (73 900), tandis que le nombre d'emplois salariés a augmenté de 54 100 (+5,0 %).

Graphique 2

Les baisses du taux de postes vacants depuis mai 2022 ont été quasi généralisées



Note(s) : Les données sont désaisonnalisées.

Source(s) : Enquête sur les postes vacants et les salaires (5217), tableau 14-10-0406-01.

Le nombre de postes vacants recule dans plusieurs provinces

Le nombre de postes vacants a diminué dans six provinces en novembre, et les plus fortes baisses proportionnelles ont été enregistrées à Terre-Neuve-et-Labrador (-35,3 % pour s'établir à 5 500), au Manitoba (-26,5 % pour s'établir à 20 600) et au Nouveau-Brunswick (-21,8 % pour s'établir à 11 500). L'Ontario, le Québec et l'Alberta ont enregistré des baisses proportionnelles plus faibles, tandis que le nombre de postes vacants a peu varié dans les autres provinces (données non désaisonnalisées).

En dépit d'une baisse du nombre de postes vacants (-21 700), le Québec est demeuré la province affichant le ratio chômeurs-postes vacants le plus bas pour un 10e mois consécutif, étant donné qu'on y trouvait 0,8 personne au chômage pour chaque poste vacant en novembre (données non désaisonnalisées).

Objectifs liés au développement durable

Le 1er janvier 2016, des pays du monde entier ont officiellement commencé à mettre en œuvre le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), le plan d'action des Nations Unies axé sur la transformation qui vise à relever des défis mondiaux urgents au cours des 15 années suivantes. Ce plan repose sur 17 objectifs précis liés au développement durable.

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail est un exemple de la manière dont Statistique Canada appuie le suivi des progrès concernant les objectifs mondiaux liés au développement durable. Ce communiqué servira à mesurer les objectifs suivants :



Note aux lecteurs

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail

Le principal objectif de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est de dresser un portrait mensuel du niveau de rémunération, de l'emploi et des heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées, à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

L'emploi salarié, tel qu'il est mesuré au moyen de l'EERH, désigne le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux (revenu de travail) au cours d'un mois donné. Cette enquête exclut les travailleurs autonomes, de même que les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en société et des bureaux voués à l'exercice d'une profession libérale ainsi que les employés du secteur agricole.

Les estimations de l'EERH sont produites en intégrant les données de trois sources : un recensement d'environ 1 million de retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada; l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, qui permet de recueillir des données auprès d'un échantillon de 15 000 établissements; et les dossiers administratifs d'emploi dans les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales fournis par ces ordres de gouvernement.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. La présente analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Lors de chaque diffusion des données de l'EERH, les données du mois précédent sont révisées. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont le principal objectif est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle concernant le taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

En raison de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances dont rendent compte les données sont semblables. Pour mieux comprendre les différences conceptuelles entre les estimations de l'emploi provenant de l'EPA et celles provenant de l'EERH, veuillez consulter la section 8 du Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G).

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons par rapport au mois précédent, car les effets des variations saisonnières sont supprimés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'emploi salarié non agricole portent sur l'ensemble des salariés rémunérés à l'heure et des employés à salaire fixe, ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

À moins d'indication contraire, les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération tiennent compte des heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

Enquête sur les postes vacants et les salaires

Depuis la diffusion des données d'octobre 2020, des estimations mensuelles provisoires tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) sont diffusées chaque mois. Ces estimations sont disponibles pour les mois de référence à partir d'avril 2015. Ces estimations fournissent des renseignements plus actuels sur le nombre et le taux de postes vacants selon la province et le secteur d'activité.

L'EPVS est une enquête trimestrielle. L'échantillon trimestriel des emplacements commerciaux est réparti sur les trois mois de collecte du trimestre, approximativement équilibré par province et par secteur d'activité pendant chacun des trois mois. Cela permet la production d'estimations trimestrielles et mensuelles.

L'EPVS permet également de fournir des données trimestrielles exhaustives sur les postes vacants selon le secteur d'activité et les professions détaillées pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions économiques; sur le salaire horaire offert; et sur les caractéristiques des postes vacants. Les données trimestrielles pour le deuxième trimestre et le troisième trimestre de 2020 ne sont pas

offertes en raison de la suspension temporaire des opérations d'enquête dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation des données de l'EPVS dans le Guide de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (75-514-G).

Les estimations mensuelles provisoires sont produites pour les postes vacants, les taux de postes vacants et l'emploi salarié au moyen des réponses obtenues auprès des emplacements commerciaux échantillonnés pendant le mois de référence correspondant. La période de référence de l'EPVS est le premier jour du mois respectif.

Les estimations mensuelles provisoires sont révisées et finalisées lorsque les estimations trimestrielles correspondantes sont diffusées, ou peu après. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Des données mensuelles désaisonnalisées sur les postes vacants sont disponibles en ligne (tableaux 14-10-0406-01). Les analyses des niveaux et des taux de postes vacants à l'échelle nationale et par secteur (20 grands groupes de secteurs industriels) sont fondées sur des données désaisonnalisées. Néanmoins, les analyses des niveaux et des taux de postes vacants par province sont fondées sur des données non désaisonnalisées.

Bien que l'emploi mesuré dans le cadre de l'EPVS soit étalonné en fonction de l'emploi mesuré au moyen de l'EERH, les chiffres de l'emploi salarié tirés de l'EERH et les chiffres de l'emploi mensuels provisoires tirés de l'EPVS peuvent différer en raison des regroupements utilisés pour l'étalonnage et des différences sur le plan de la portée et des périodes de référence.

Tableaux de données en temps réel

Les tableaux de données en temps réel 14-10-0357-01, 14-10-0358-01, 14-10-0331-01 et 14-10-0332-01 seront mis à jour le 13 février 2023.

Prochaine diffusion

Les données de décembre 2022 de l'EERH et de l'EPVS seront diffusées le 23 février 2023.

Tableau 1
Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées

	Novembre 2021	Octobre 2022 ^r	Novembre 2022 ^p	Octobre à novembre 2022	Novembre 2021 à novembre 2022	Octobre à novembre 2022	Novembre 2021 à novembre 2022
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	1 132,66	1 174,51	1 180,21	5,70	47,55	0,5	4,2
Foresterie, exploitation et soutien	1 327,39	1 331,22	1 376,38	45,16	48,99	3,4	3,7
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	2 234,01	2 285,47	2 362,28	76,81	128,27	3,4	5,7
Services publics	2 022,42	2 023,71	2 068,42	44,71	46,00	2,2	2,3
Construction	1 417,90	1 456,53	1 468,27	11,74	50,37	0,8	3,6
Fabrication	1 186,26	1 258,45	1 261,16	2,71	74,90	0,2	6,3
Commerce de gros	1 327,80	1 423,68	1 413,46	-10,22	85,66	-0,7	6,5
Commerce de détail	660,56	695,33	700,82	5,49	40,26	0,8	6,1
Transport et entreposage	1 182,78	1 244,08	1 248,94	4,86	66,16	0,4	5,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 494,23	1 569,43	1 567,12	-2,31	72,89	-0,1	4,9
Finance et assurances	1 519,66	1 566,44	1 556,47	-9,97	36,81	-0,6	2,4
Services immobiliers, de location et de location à bail	1 192,03	1 265,89	1 300,33	34,44	108,30	2,7	9,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 553,17	1 630,78	1 634,13	3,35	80,96	0,2	5,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 536,15	1 553,33	1 570,68	17,35	34,53	1,1	2,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	960,97	960,51	967,36	6,85	6,39	0,7	0,7
Services d'enseignement	1 149,22	1 167,33	1 171,70	4,37	22,48	0,4	2,0
Soins de santé et assistance sociale	1 017,26	1 031,78	1 033,25	1,47	15,99	0,1	1,6
Arts, spectacles et loisirs	707,52	732,84	713,90	-18,94	6,38	-2,6	0,9
Services d'hébergement et de restauration	458,44	462,20	469,85	7,65	11,41	1,7	2,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	957,38	990,07	993,70	3,63	36,32	0,4	3,8
Administrations publiques	1 481,07	1 515,29	1 527,13	11,84	46,06	0,8	3,1
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	1 106,49	1 166,89	1 178,30	11,41	71,81	1,0	6,5
Île-du-Prince-Édouard	939,12	987,68	994,16	6,48	55,04	0,7	5,9
Nouvelle-Écosse	982,59	1 035,31	1 031,80	-3,51	49,21	-0,3	5,0
Nouveau-Brunswick	1 014,52	1 074,72	1 076,99	2,27	62,47	0,2	6,2
Québec	1 081,21	1 125,02	1 124,11	-0,91	42,90	-0,1	4,0
Ontario	1 160,25	1 202,67	1 203,64	0,97	43,39	0,1	3,7
Manitoba	1 024,44	1 076,52	1 076,52	0,00	52,08	0,0	5,1
Saskatchewan	1 108,77	1 145,75	1 149,77	4,02	41,00	0,4	3,7
Alberta	1 230,45	1 262,90	1 277,78	14,88	47,33	1,2	3,8
Colombie-Britannique	1 132,25	1 174,09	1 177,45	3,36	45,20	0,3	4,0
Yukon	1 321,45	1 340,09	1 352,38	12,29	30,93	0,9	2,3
Territoires du Nord-Ouest	1 538,65	1 559,70	1 579,40	19,70	40,75	1,3	2,6
Nunavut	1 530,49	1 600,98	1 579,90	-21,08	49,41	-1,3	3,2

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Note(s) : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau [14-10-0223-01](#).

Tableau 2
Nombre d'employés — Données désaisonnalisées

	Novembre 2021	Octobre 2022 ^r	Novembre 2022 ^p	Octobre à novembre 2022	Novembre 2021 à novembre 2022	Octobre à novembre 2022	Novembre 2021 à novembre 2022
	milliers			variation en milliers		variation en %	
Ensemble des secteurs¹	16 945,3	17 700,6	17 707,7	7,1	762,4	0,0	4,5
Foresterie, exploitation et soutien	37,6	37,5	37,5	0,0	-0,1	0,1	-0,2
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	196,9	208,7	208,7	0,0	11,8	0,0	6,0
Services publics	126,8	129,8	129,7	-0,2	2,8	-0,1	2,2
Construction	1 080,3	1 139,2	1 143,5	4,3	63,2	0,4	5,8
Fabrication	1 534,2	1 560,3	1 558,7	-1,6	24,5	-0,1	1,6
Commerce de gros	798,4	817,4	818,6	1,2	20,2	0,2	2,5
Commerce de détail	1 979,9	2 019,0	2 000,8	-18,2	20,9	-0,9	1,1
Transport et entreposage	772,6	816,6	817,7	1,1	45,1	0,1	5,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	369,0	389,7	388,1	-1,6	19,1	-0,4	5,2
Finance et assurances	774,9	818,2	822,9	4,7	48,0	0,6	6,2
Services immobiliers, de location et de location à bail	271,2	287,1	288,2	1,1	17,0	0,4	6,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 087,8	1 190,5	1 196,1	5,6	108,3	0,5	10,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	121,0	121,8	122,1	0,3	1,2	0,2	1,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	803,9	832,7	836,1	3,4	32,2	0,4	4,0
Services d'enseignement	1 361,0	1 397,2	1 399,7	2,5	38,7	0,2	2,8
Soins de santé et assistance sociale	2 164,9	2 235,6	2 237,9	2,3	73,0	0,1	3,4
Arts, spectacles et loisirs	270,9	294,8	296,8	2,0	25,9	0,7	9,6
Services d'hébergement et de restauration	1 172,6	1 276,4	1 278,9	2,6	106,3	0,2	9,1
Autres services (sauf les administrations publiques)	520,9	545,4	547,2	1,9	26,3	0,3	5,0
Administrations publiques	1 193,3	1 234,9	1 239,7	4,8	46,4	0,4	3,9
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	211,4	219,2	218,7	-0,5	7,3	-0,2	3,5
Île-du-Prince-Édouard	71,9	75,4	75,4	0,0	3,5	0,0	4,8
Nouvelle-Écosse	425,9	440,8	441,8	1,0	15,8	0,2	3,7
Nouveau-Brunswick	334,1	348,0	348,8	0,7	14,7	0,2	4,4
Québec	3 869,5	4 009,7	4 011,2	1,5	141,7	0,0	3,7
Ontario	6 543,3	6 846,9	6 848,6	1,7	305,3	0,0	4,7
Manitoba	610,9	632,3	631,2	-1,1	20,2	-0,2	3,3
Saskatchewan	483,5	498,8	497,8	-0,9	14,4	-0,2	3,0
Alberta	1 955,0	2 060,7	2 064,4	3,6	109,4	0,2	5,6
Colombie-Britannique	2 370,0	2 496,3	2 497,5	1,2	127,6	0,0	5,4
Yukon	23,5	24,2	24,2	0,1	0,7	0,2	2,9
Territoires du Nord-Ouest	26,2	27,8	28,0	0,2	1,8	0,7	6,7
Nunavut	20,0	20,5	20,1	-0,4	0,0	-1,9	0,2

^r révisé

^p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Source(s) : Tableau 14-10-0223-01.

Tableau 3
Postes vacants et taux de postes vacants, données non désaisonnalisées¹

	Novembre 2022 ^P Employés salariés ²	Novembre 2022 ^P Postes vacants	Novembre 2022 ^P Taux de postes vacants
	milliers		%
Ensemble des secteurs³	17 063,9	823,5	4,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	264,1	10,7	3,9
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	203,9	F	F
Services publics	130,8	3,8 ^E	2,8 ^E
Construction	1 190,3	74,0	5,9
Fabrication	1 564,4	68,9	4,2
Commerce de gros	816,1	31,9	3,8
Commerce de détail	2 034,9	101,5	4,7
Transport et entreposage	824,1	50,0	5,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	391,1	12,9	3,2
Finance et assurances	818,5 ^E	29,2 ^E	3,4 ^E
Services immobiliers, de location et de location à bail	287,6	8,4	2,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 195,3	50,1	4,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	124,0	4,1	3,2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	844,9	47,4	5,3
Services d'enseignement	1 477,9	18,3	1,2
Soins de santé et assistance sociale	2 229,5	134,0	5,7
Arts, spectacles et loisirs	299,4	15,8	5,0
Services d'hébergement et de restauration	1 294,1	107,5	7,7
Autres services (sauf les administrations publiques)	547,1	32,3	5,6
Administrations publiques ⁴	526,3	14,8	2,7
Provinces et territoires			
Terre-Neuve-et-Labrador	192,5	5,5	2,8
Île-du-Prince-Édouard	70,6	3,7	5,0
Nouvelle-Écosse	448,3	21,5	4,6
Nouveau-Brunswick	311,3	11,5	3,6
Québec	3 867,4	196,1	4,8
Ontario	6 626,3	308,5	4,4
Manitoba	604,1	20,6	3,3
Saskatchewan	482,4	23,0	4,6
Alberta	2 014,3	96,4	4,6
Colombie-Britannique	2 389,7	134,1	5,3
Yukon	19,0	1,1 ^E	5,5 ^E
Territoires du Nord-Ouest	21,9	0,9 ^E	3,8 ^E
Nunavut	16,1	0,6	3,6

^P provisoire

^E à utiliser avec prudence

^F trop peu fiable pour être publié

1. Les estimations sont provisoires jusqu'à ce que les données trimestrielles connexes soient diffusées.

2. Les estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) peuvent différer des estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail en raison du regroupement pour le calage et des différences de couverture et de période de référence. De plus, les données de l'EPVS ne sont pas désaisonnalisées.

3. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

4. À l'exclusion des administrations publiques provinciales, territoriales et fédérale; ainsi que des organismes publics internationaux et autres organismes publics extraterritoriaux.

Source(s) : Tableaux [14-10-0371-01](#) et [14-10-0372-01](#).

Tableaux disponibles : [14-10-0201-01](#), [14-10-0203-01](#), [14-10-0205-01](#), [14-10-0209-01](#), [14-10-0211-01](#), [14-10-0213-01](#), [14-10-0220-01](#) à [14-10-0223-01](#) , [14-10-0255-01](#), [14-10-0371-01](#), [14-10-0372-01](#) et [14-10-0406-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [2612](#) et [5217](#).

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* ([72-203-G](#)).

Le produit « [La rémunération et l'emploi salarié en bref : appli interactive](#) » ([14200001](#)) est maintenant accessible. Cette application interactive de visualisation de données permet de brosser un portrait détaillé du marché du travail canadien à l'aide des données les plus récentes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Les estimations sont désaisonnalisées et sont offertes selon la province et le principal secteur d'activité. L'application comprend également des estimations historiques remontant à 10 ans. Elle permet aux utilisateurs d'explorer et de personnaliser rapidement et aisément l'information présentée. Il est possible de combiner plusieurs provinces et secteurs d'activité afin de créer ses propres domaines d'intérêt associés au marché du travail.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).